Vaincre le virus, préserver nos droits et libertés, changer le système



Nous faisons face au développement du variant delta. La vaccination est un élément clef pour stopper ou limiter les dégâts de l'épidémie. Mais le gouvernement, par le biais du pass sanitaire, adopte une démarche autoritaire. Pire, il n'annonce que des mesures de régression sociale et rien sur la crise écologique.

Vaccination et pass sanitaire

La vaccination obligatoire de certaines professions sert à cacher l'incurie du gouvernement depuis le début de la pandémie. Alors que les personnels de santé ont été exposé-es sans protection, sans matériel adéquat pendant de nombreux mois, c'est la culpabilisation sur la vaccination, voir le licenciement qui leurs sont imposés. Les héros et héroïnes d'hier, qui étaient sommé-e-s de travailler auprès des patient-e-s même quand ils/elles étaient positives au covid, sont stigmatisé.es aujourd'hui.

Les cartes de vaccination en région parisienne montrent que ce sont les villes ou les quartiers les plus riches où la

vaccination est la plus importante. Cela révèle à quel point l'accès à la vaccination reste une question sociale. Le pass sanitaire qui restreint les libertés et la vie sociale est bien aussi une mesure inégalitaire et antisociale.

Se faire vacciner doit rester un acte de volontariat. C'est l'information transparente, convaincre de cette nécessité qui doit primer. Il faut multiplier le travail de terrain et les points de vaccination pour rapprocher la possibilité de se faire vacciner du plus grand nombre, donner des droits sur le temps de travail… Il y a nécessité de fournir aux personnes les plus éloignées de l'information, les moyens d'appréhender le sujet et de répondre à leurs questions. La pédagogie et les moyens plutôt que le bâton et l'autoritarisme.

Ce n'est pas une forme de répression, de restriction des droits, le contrôle chaque jour un peu plus poussé de la population, qui pourra nous faire aller vers une responsabilisation collective sereine. L'annonce de sanctions professionnelles à partir du 15 septembre ou de privation de salaire ne sont pas acceptables.

L'autoritarisme se cache souvent sous les meilleures intentions et malheureusement les lois sécurité globale, et "séparatisme" nous ont déjà prouvé les dérives autoritaires et liberticides de ce gouvernement.

Où sont les moyens pour le service public de santé ?

Les choix qui sont faits ne remettent toujours pas en cause les politiques néolibérales qui ont cassé l'hôpital et plus généralement le service public de santé, et mis en danger les malades et les soignant-es lors des premières vagues.

Nous n'oublions pas les milliers de suppressions de lits pour raisons « économiques », les nombreux hôpitaux fermés, les

démissions de soignant-es liées aux conditions de travail dégradées !

Nous voulons vaincre ce virus. Nous portons des revendications dans ce sens depuis le début de la crise. Cela passe par la gratuité des masques, la création de lits et de services et le recrutement massif des personnels nécessaires dotés des moyens matériels indispensables pour les hôpitaux publics, les EHPAD, les associations sociales et médico-sociales, un accès facile aux soins sur l'ensemble des territoires.

La lutte contre le virus est internationale. Les annonces de "dons de vaccins" sont une fois de plus l'exercice du pouvoir des pays riches sur les plus pauvres. Croire que nous pourrons vaincre la maladie sur un seul territoire est un leurre. Pour bloquer le virus, c'est une solidarité mondiale qu'il faut développer, qui passe par la levée des brevets sur les vaccins et les traitements anti covid, et enfin la constitution d'un pôle public du médicament pour en finir avec les lobbys pharmaceutiques en pleine course au profit.

Fuite en avant anti-sociale

Dans ces circonstances où chacun·e ressent un épuisement plus ou moins grand, nous n'oublions pas non plus les effets économiques et dégâts humains que cela signifie, de cette pandémie qui n'en finit pas.

Et c'est à ce moment que Macron nous annonce, en termes elliptiques, qu'il va continuer de dérouler sa politique de casse sociale à court ou moyen terme. Nos retraites et notre protection sociale, nos services publics (avec une énième "réorganisation" de l'État), les indemnisations des chômeuses et chômeurs… sont les cibles.

Ce n'est pas l'annonce d'un "revenu d'engagement" pour les jeunes de 18 à 25 ans dans une logique de "devoirs et de droits", sorte de garantie jeunes revisitée, qui permettra de répondre aux enjeux de précarités.

C’est une véritable remise en cause de notre modèle social et une volonté de destruction de notre protection sociale. Le gouvernement entend protéger les plus riches et les dominants. Le monde d’après de Macron, c’est bien celui d’avant en pire.

Rien sur l’urgence écologique

Alors que la crise écologique et climatique s’aggrave, Macron propose un même modèle de société basé sur un capitalisme prédateur et destructeur. C’est acter une fuite en avant irrémédiable.

L’urgence d’une rupture et de mesures fortes

Pour l’Union syndicale Solidaires, il est vraiment temps de changer de politique, et ce système qui ne peut qu’aggraver les inégalités sociales, les catastrophes écologiques, et la répression de la population.

Nous pouvons vaincre le chômage et la misère. Il y a nécessité de poser la question du partage du temps de travail, de nouveaux types de financement pour les services publics, d’un modèle de transition écologique ambitieux. Cela passe forcément par un autre partage des richesses et une rupture avec le mode de production et de consommation capitaliste.

Passons à l’action !

Dans ce contexte, l’Union syndicale Solidaires continue à construire unitairement la lutte en appelant à la convergence, en proposant nos alternatives syndicalement et dans le cadre du collectif “Plus jamais ça”. Nous n’obtiendrons rien sans nous mobiliser fortement !

Il est plus qu’urgent de changer de politique et de système, pour la justice sociale, écologique et un monde où les dominations et inégalités cessent.

L’Union syndicale appelle dès à présent à construire une rentrée sociale à la hauteur des attaques en préparation

contre le monde du travail.